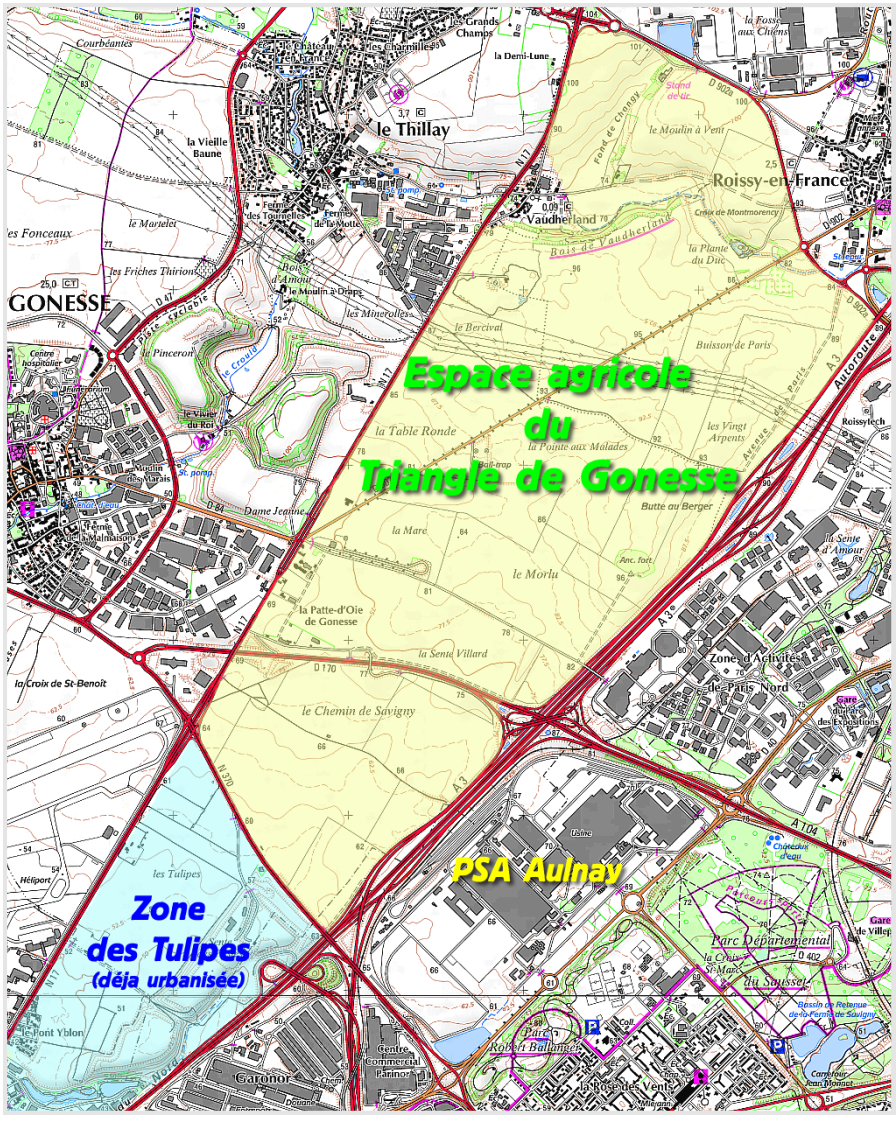
SYNTHESE DES POSITIONS DU COLLECTIF

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse s'est constitué en mars 2011 en réaction à l'annonce du projet de centre commercial et de loisirs « Europa City », sacrifiant 80 hectares de terres agricoles fertiles du Triangle de Gonesse. Il regroupe aujourd'hui 18 associations, dont quatre départementales - Les Amis de la Terre Val d'Oise, Environnement 93; MNLE 93; Val d'Oise Environnement et a reçu le soutien d'Île-de-France Environnement.

Ce document est le résumé à la mi-octobre 2013 des analyses du Collectif sur les différents aspects de l'urbanisation du Triangle de Gonesse.

Résumé

Le Triangle de Gonesse est le dernier grand espace agricole entre Roissy et Paris. Il est considéré comme une réserve foncière pour l'extension du Grand Roissy, inscrit lui-même dans le Grand Paris, au mépris de l'exceptionnelle fertilité des terres agricoles qui constituent un patrimoine d'intérêt national. La souveraineté alimentaire de l'Île-de-France est inférieure à 2%, ce qui en période de crise durable et de baisse généralisée du pouvoir d'achat, est un non sens. Cette destruction programmée se ferait au bénéfice d'un gigantesque centre de shopping de luxe et de loisirs et d'un pôle de bureaux en décalage complet avec la qualification et le niveau de vie des habitants, qui ne pourraient ni y travailler en grand nombre, ni y faire leurs achats ou s'y détendre. De plus, ce projet - dont le coût à l'emploi serait 4 à 6 fois plus cher qu'un poste ordinaire - réclame des infrastructures très coûteuses payées sur fonds publics (BHNS, barreau ferré, métro automatique du Grand Paris, gare en plein champ).



Europa city est pourtant défendu par la plupart des élus locaux et les pouvoirs publics (EPA Plaine de France, SNCF, Préfecture de Région...) et le conseil général du Val d'Oise. Le Collectif considère que le vrai enjeu de ce territoire n'est pas d'étaler une ville aéroportuaire tentaculaire mais de densifier les territoires déjà urbanisés, de permettre aux habitants riverains qui subissent trop de nuisances (bruit, pollution de l'air, espaces naturels détruits, etc) de bénéficier équitablement de la richesse générée par le pôle de Roissy (seulement 1 emploi sur 7 est détenu par les actifs val d'oisiens) et d'empêcher que leur cadre de vie ne soit bradé au profit des spéculateurs fonciers.

Agriculture et alimentation : des terres très fertiles sacrifiées

Une destruction programmée des terres agricoles : les projets actuels d'urbanisation du Triangle de Gonesse ne laissent aucune chance de survie aux 700 hectares de terres agricoles encore cultivés, avec notamment un centre commercial et des bureaux sur 280 hectares, un carré vert de 400 hectares (en fait une réserve foncière) qui ne permet pas d'exploitation agricole durable en l'état actuel des documents d'urbanisme et un golf de plus (18 trous) sur 90 hectares.

Une agriculture performante : l'excellente qualité des sols de la Plaine de France et la proximité de Paris et de ses infrastructures de transport permettent aux fermes d'être économiquement viables. L'étude de Blézat Consulting publiée en mars 2010 l'atteste[1].

L'enjeu alimentaire : avec une autonomie alimentaire de seulement 1,6 % et une demande croissante de produits agricoles en circuits courts, la région Île-de-France ne peut plus se permettre de continuer à sacrifier ses sols fertiles à grande vitesse[2].

Emploi : des éternelles promesses non tenues

Un marché de dupes dès l'origine. Dans les années 60, l'accord des communes sur la construction de l'aéroport de Roissy fut arraché contre l'espoir de 70 000 emplois en 1975. A cette date, on en comptait péniblement 18 000. Aéroville en 2008 tablait sur 80 millions de passagers en 2012, ils étaient 61 millions en 2011. D'où nos réserves sur les estimations d'Europa City qui connaissent une surenchère (8 000 postes en 2011, puis 10 000... maintenant 17 000?). Des statistiques qui n'intègrent jamais les emplois déplacés (report d'Orly sur Roissy), les postes supprimés (petits commerces, services...), et encore moins les manques générés par le caractère « dortoir » de certaines villes, désertées par les actifs cherchant leur travail au loin.

L'impact du pôle de Roissy est très faible, en raison d'une très grande concentration sur quelques activités d'économie « mondialisée ». Un emploi installé sur le pôle a 1,5 chance sur 10 d'être utile au territoire val d'oisien, contre 6 sur 10 à Saint-Quentin-en Yvelines. 85% des postes génèrent des flux d'actifs venant de toute l' Île-de-France et de la moitié de la Picardie. Chaque poste coûte 4 à 6 fois plus cher qu'un emploi dans le tissu urbain. Ce qui interroge sur l'orientation des choix publics et des investissements, dans un contexte de restrictions budgétaires et de sobriété.

L'EPA Plaine de France fait miroiter 260 000 emplois en 2030 pour les projets du « Grand Roissy », chiffre largement surévalué, n'offrant aucune garantie d'améliorer la situation du chômage local. Il suffit de comparer Gonesse, qui possède plus emplois que d'actifs (15% de taux de chômage) et Goussainville, disposant de moitié moins de postes que de travailleurs (16% de taux de chômage).

Pour toutes ces raisons, le Collectif souhaite: limiter la croissance démographique du secteur, créer des activités de proximité dans les zones d'habitat et cesser de gaspiller du foncier pour des emplois illusoires. Il est grand temps de remplacer l'« avoir toujours plus », par le « mieux être ».

Commerce et emploi : un projet démesuré à l'intérêt non démontré

Europa City, une fausse nouveauté : ce projet de centre commercial et de loisirs géant (450 000 m^2) lancé par Auchan se veut innovant mais en réalité il suit exactement la même stratégie que celle des autres promoteurs et gestionnaires de ces équipements : toujours plus de démesure, plus de luxe, toujours plus de clients en devenant un prétendu « lieu de vie » (avec des activités de loisirs et de culture bas de gamme).

Europa City, aussi un danger pour l'emploi : ce projet n'est que la mise en œuvre de la stratégie de conquête de parts de marché par le groupe Auchan en Île-de-France et il concurrence directement nombre de centres commerciaux voisins comme O'Parinor (Aulnay), My place (Sarcelles) ou Aéroville (Zone aéroportuaire de Roissy) sans parler de commerces de centre ville dont la survie est menacée.

Europa City, symbole de la bulle de l'immobilier commercial qui commence à éclater : la baisse programmée de pouvoir d'achat des Européens liée à l'aggravation de la crise économique et l'augmentation disproportionnée des loyers des boutiques par rapport à leur chiffre d'affaires sont le signe d'une saturation de l'immobilier commercial. Les graves difficultés rencontrées par le centre commercial Le Millénaire d'Aubervilliers inauguré en avril 2011 l'illustrent et font craindre une tour de Babel commerciale. Cette situation conduit à créer un prolétariat commercial sous-rémunéré et corvéable à merci : pour preuve Le Millénaire a été autorisé en novembre 2011 par le préfet de Seine-Saint-Denis à ouvrir tous les dimanches pendant un an pour se renflouer[3] !

Demande du Collectif : une étude devrait être réalisée pour mesurer l'impact qu'aurait le projet Europa City sur les commerces franciliens, sans se limiter au seul département du Val d'Oise.

Transport : des infrastructures surdimensionnées pour contraindre à urbaniser

Le schéma directeur de la région Île-de-France approuvé en 2008 par le conseil régional (SDRIF 2008) conditionnait l'urbanisation du Triangle de Gonesse notamment à une meilleure desserte en transports collectifs. C'est pourquoi Auchan et les élus locaux de l'est du Val d'Oise font le *forcing* pour obtenir de ruineuses infrastructures de transport en commun passant par le Triangle qui ne correspondent à aucun besoin et défigurent celui-ci, sans compter les projets d'infrastructures routières.

Métro automatique du Grand Paris : une gare offerte à Auchan
Comme l'écrit la journaliste Marina Bellot, « le groupe [Auchan] a obtenu qu'une station du métro automatique - non prévue dans les premières esquisses du Grand Paris Express - soit implantée en plein champ pour desservir entre 2018 et 2025 le coeur du complexe [Europa City] »[4].

Bus à haut niveau de service (BHNS) : un projet au rabais pour urbaniser le Triangle
Lors d'une concertation insuffisante organisée en juin-juillet 2011 par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) et le conseil général du Val d'Oise, le projet de BHNS entre les lignes de RER D et B ignorait le réseau de bus existant (lignes 22 et 23). C'est un projet de BHNS qui ne mérite pas ce label, parce qu'il n'est pas prévu en site propre pour la traversée dense de Gonesse.
En réalité le but principal de ce projet est d'anticiper l'urbanisation du Triangle de Gonesse et non de répondre aux besoins de déplacements de proximité de la population.

Barreau ferré de Gonesse
Sans attendre que le BHNS soit en service et de pouvoir en faire le bilan, sans connaître la réalité des transports en commun locaux existants, RFF et le STIF sous la conduite d'un garant nommé par la CNDP, ont organisé une concertation sur le projet de barreau ferré. Pour le Collectif, le barreau ferré ne répond pas aux besoins de transport du territoire, mais seulement au projet d'urbanisation et de réalisation de la gare en plein champ.

Barreau routier entre Le Thillay et Gonesse, reliant les RD 47, 317 et 902
Le Collectif refuse ce nouvel axe routier qui couperait et donc fragiliserait le « carré vert » avec lequel l'EPA Plaine de France dit vouloir sauvegarder 400 hectares de terres agricoles sur le Triangle.

Proposition du Collectif [5]: pour réparer la fracture territoriale entre les deux départements (Seine-Saint-Denis et Val-d'Oise), nous privilégions l'axe en rocade joignant Villiers-le-Bel et Gonesse au bassin de vie d'Aulnay-sous-Bois (nouvelle gare Aulnay-Europe au nord de la gare actuelle).

Un urbanisme dévoyé qui fait abstraction des besoins de la population

Un urbanisme à contre-courant des tendances actuelles de vouloir préserver le foncier

Aux nombreuses conférences sur le Grand Paris, architectes et urbanistes ne jurent plus que par la ville intense qui économise les espaces naturels et allie mixité sociale et mixité fonctionnelle, « la ville sur la ville », etc. Il est frappant de voir qu'à Gonesse ces nouvelles exigences de l'urbanisme sont renvoyés aux oubliettes de l'histoire de la Plaine de France puisque la mixité fonctionnelle est impossible pour cause d'interdiction de construire des logements en zone C du plan d'exposition au bruit (PEB)[6].

Un urbanisme de congestion programmée

Pour le président de la SNCF Guillaume Pépy, « il est irrationnel, par exemple, d'installer des entreprises le long des lignes de RER aujourd'hui saturées. Cela ne peut que générer une médiocre qualité de service. ». C'est pourtant ce qui est envisagé sur le Triangle de Gonesse, avec les conséquences sociales que l'on peut prévoir (allongement des trajets domicile-travail, retards, entassement…).

Un urbanisme à l'encontre des intérêts de la population

Europa City et le quartier de bureaux qui l'entoure constitueraient un nouveau centre ville de Gonesse voire d'autres communes environnantes en asphyxiant économiquement leurs centres-villes actuels qui verraient beaucoup de leurs petits commerces péricliter.

Un urbanisme révélateur d'une absence de bonne gouvernance

Comme l'a montré le forum « Faut-il urbaniser le Triangle de Gonesse ? » organisé le 11/02/2012 à Aulnay-sous-Bois par le Collectif, le tête à tête entre Gonesse – Val de France et l'État dans le cadre du contrat de développement territorial illustre la politique du « chacun pour soi » du Grand Paris. L'échelon régional, pourtant pertinent pour un tel projet d'aménagement, est à tort contourné.

Un débat public sera organisé :

L'EPA Plaine de France a organisé en septembre-octobre 2013 la concertation réglementaire qui tenait plus de la propagande que d'une concertation. Fort heureusement la CNDP (commission nationale du débat public) a décidé le 2 octobre 2013 d'organiser elle-même un débat public qui pourrait avoir lieu fin 2014

---

[1] « Etude prospective pour le devenir de l'agriculture en Plaine de France » commandée par l'EPA Plaine de France et la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture du Val d'Oise

[2] L'article « 2000 ha de terres agricoles disparaissent chaque année » de Nicolas Sevaux paru dans Le Parisien du 30/11/2011 montre le rythme croissant de diminution des terres agricoles en Île-de-France : 1 750 ha par an de 1994 à 2003, 1 300 ha par an de 2003 à 2007 et 2 000 ha par an de 2007 à 2010. La situation va s'aggraver avec la réalisation du projet du Grand Paris.

[3] Cf aussi l'entretien accordé par l'économiste Patrick Artus au mensuel Courrier Cadres de mai 2010 : « (…) les services "protégés", comme la distribution, les loisirs ou les transports, alimentent modérément la croissance tout en étant synonymes d'emplois plus précaires. D'où une paupérisation rampante. ».

[4] Article ''Le DELIRE mégalo de Gonesse'' de Marina Bellot paru dans Megalopolis, le "magazine du très grand Paris" (n°6 hiver 2011). Ce cadeau des pouvoirs publics (Etat, élus locaux) au groupe Auchan ressemble à une subvention déguisée !

[5] Cf sur www.cptg.fr le communiqué de presse du Collectif du 07/11/2011 intitulé « « Barreau ferré » de Gonesse: ouverture d'une concertation biaisée sur un projet très coûteux et à l'intérêt non démontré » et l'avis déposé par le Collectif lors de la concertation sur le barreau ferré de Gonesse.

[6] Le reniement est identique chez Auchan qui se vante d'avoir construit à Arras un nouvel hypermarché sur une friche industrielle mais est prêt à bétonner sans état d'âme 80 ha de terre fertile à Gonesse pour asseoir ses rêves de puissance financière. Pour plus de détails à ce sujet, lire l'analyse du Collectif intitulée « Pour Auchan, le développement durable est à géométrie variable » du dossier de presse (pp. 14-*16) disponible sur www.cptg.fr / Actions**/** Pique-nique du 19 juin 2011**.**

Les associations mentionnées ci-dessous forment le «Collectif pour le Triangle de Gonesse» pour porter leurs exigences sur l'avenir de ce territoire :

Amis de la Terre Val d'Oise ; Environnement 93 ; MNLE 93; Val d'Oise Environnement ; AFCEL 95 Gonesse; Association de Défense des Habitants de l'Est du Val d'Oise ; Aulnay Environnement ; Bien Vivre au Thillay ; Bien Vivre à Vémars ; CAPADE-Sud-Aulnay ; Ecouen Environnement ; Haut Val d'Oise Ecologie-Persan ; La Vigie d'Ecouen ; Le Blanc Mesnil c'est vous, le Blanc Mesnil pour vous ; Alliance pour la Santé-Arnouville; Toulemondeilestbio-Arnouville ; Sarcelles Environnement; Nouvelles Énergies de Villiers-le-Bel.

Visitez et faites connaître notre site internet

http://www.cptg.fr

Nous écrire

contact@cptg.fr